



Institut
EGA

Le G7 face à la centralité chinoise dans les minerais critiques : reconfigurer et sécuriser les chaînes de valeurs stratégiques

Emma Zlatic

Analyste cartographie à l'Institut d'études de géopolitique appliquée.

28 août 2026

Les opinions exprimées dans ce texte n'engagent que la responsabilité de l'auteur.

ISSN : 2739-3283

© Tous droits réservés, Paris, Institut d'études de géopolitique appliquée, 2026.

Comment citer cette publication :

Emma Zlatic, « Le G7 face à la centralité chinoise dans les minerais critiques : reconfigurer et sécuriser les chaînes de valeurs stratégiques », Institut d'études de géopolitique appliquée, Paris, 28 août 2026.

66 avenue des Champs-Élysées, 75008 Paris

Courriel : secretariat@institut-ega.org

Site internet : www.institut-ega.org

SOMMAIRE

Introduction	2
La centralité de la Chine dans la chaîne de valeur des minerais critiques	4
La nécessité d’une réponse coordonnée par les membres du G7	6
Le cas de la France dans la compétition stratégique pour les minerais critiques	8
Scénarios envisageables pour les dix prochaines années	10
Bibliographie	13

Introduction

La maîtrise des minerais critiques est devenue une condition de la puissance industrielle, militaire et technologique. Face à la domination chinoise, le G7 tente officiellement de transformer une dépendance subie en une stratégie coordonnée et organisée de sécurisation¹. Cette reconfiguration implique de bousculer un ordre établi ainsi que de déplacer le centre gravitationnel des flux de minerais critiques. La réunion annuelle du Groupe des Sept pays les plus industrialisés au monde (Allemagne, Canada, Etats-Unis, France, Italie, Japon et Royaume-Uni), qui s'est tenue du 15 au 17 juin 2026 marque un tournant significatif dans la manière d'appréhender les dépendances de ces derniers aux minerais critiques. Ces matériaux essentiels au bon fonctionnement de l'économie d'un pays sont également stratégiques pour la transition vers un avenir plus durable et à faible émission de carbone².

Le niveau de criticité d'un minerai est influencé par plusieurs facteurs qu'il convient d'appréhender simultanément³. Le premier est d'ordre économique. Il mesure le degré de dépendance d'un pays à l'égard d'un autre pour son approvisionnement. Le deuxième relève de la géologie et concerne la disponibilité des ressources naturelles sur le territoire national. Le troisième tient à la capacité d'innovation technologique, qui peut permettre d'assurer une substitution pour un pays en cas de rupture d'approvisionnement. Enfin, le contexte géopolitique joue un rôle déterminant en influençant fortement la trajectoire et le volume des flux de minerais, au point de pouvoir reconfigurer les équilibres mondiaux. Les chaînes d'approvisionnement peuvent dès lors se révéler particulièrement vulnérables en période de crise ou face à un choc brutal.

Selon la Banque mondiale en 2020, trois milliards de tonnes de minéraux critiques seraient nécessaires pour décarboniser le système énergétique mondial d'ici 2050⁴. Cette transition devrait entraîner une forte hausse de la demande pour des ressources stratégiques comme le nickel, le cobalt, le lithium ou encore le graphite. À titre d'exemple indicatif, la demande mondiale en lithium a déjà progressé de près de 30 % entre 2021 et 2024⁵. Partant de ce fait, des dispositions urgentes ont fait surface concernant la gestion des flux et des dépendances de minerais, notamment face à la domination et au contrôle croissants de la Chine sur la production, l'extraction et le raffinage des minerais critiques dans le monde⁶. À l'initiative de la France en 2026, les membres du G7 ainsi que le Kenya, l'Inde, le Brésil, la Corée du Sud et

¹ Ministère de l'Europe et des Affaires étrangères, « Déclaration des chefs d'État et de gouvernement du G7 sur la sécurisation des chaînes d'approvisionnement », *France Diplomatie*, juin 2025, <https://www.diplomatie.gouv.fr/>

² World Bank, *Climate-Smart Mining: Minerals for Climate Action*, World Bank, 2019, <https://www.worldbank.org/>

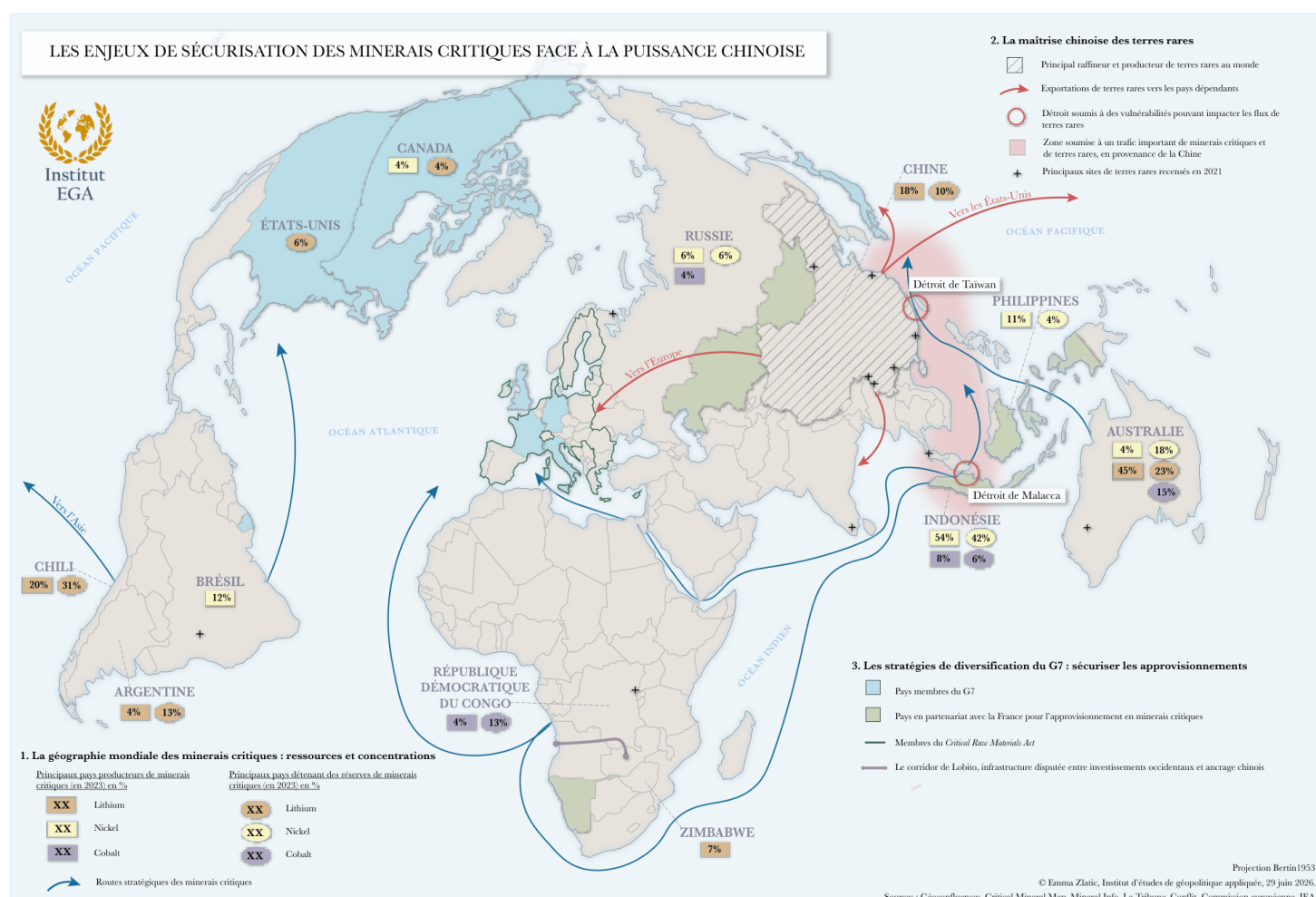
³ International Energy Agency, *Global Critical Minerals Outlook 2025*, 2025, <https://www.iea.org/>

⁴ World Bank, « Mineral production to soar as demand for clean energy increases », *World Bank Press Release*, mai 2020, <https://www.worldbank.org/>

⁵ International Energy Agency, *Global Critical Minerals Outlook 2025*, 2025, <https://www.iea.org/>

⁶ Bureau de Recherches Géologiques et Minières, « Cartes de géopolitique des ressources minières : production et réserves mondiales », *MineralInfo*, mars 2025, <https://www.mineralinfo.fr/>

l'Égypte ont placé le renforcement de la chaîne de valeur des minerais critiques comme troisième point prioritaire sur sept lors de leur réunion, afin d'apporter des réponses communes face aux grands enjeux économiques de ce siècle⁷. Pour les Européens, l'objectif consiste désormais à lutter contre la dépendance aux minerais de la Chine, tout en solidifiant la base industrielle de l'Union européenne (UE). Il s'agira ici d'étudier la construction d'une gouvernance commune des minerais critiques au sein du G7 ainsi que d'expliquer comment les puissances occidentales tentent de réduire leurs vulnérabilités stratégiques liées à l'influence de la Chine.



⁷ Ministère de l'Europe et des Affaires étrangères, « G7 : Quelles priorités pour le Sommet d'Évian ? », *France Diplomatie*, juin 2026, <https://www.diplomatie.gouv.fr/>

La centralité de la Chine dans la chaîne de valeur des minerais critiques

La montée en puissance des minerais critiques dans les chaînes de valeur industrielle a profondément transformé les rapports de force économiques et stratégiques mondiaux⁸. Ces minerais sont désormais au cœur des secteurs indispensables comme les batteries électriques, les semi-conducteurs, l'intelligence artificielle ou encore le secteur de la défense. Leur importance croissante fait d'eux des instruments de souveraineté. Dans cette nouvelle dimension, la Chine occupe une place centrale, non seulement en tant que producteur mais également comme acteur dominant l'ensemble de la chaîne.

La puissance chinoise repose sur une stratégie industrielle pensée sur le temps long. Avec son programme *Made in China 2025* lancé en 2015, Pékin a cherché à sécuriser ses chaînes d'approvisionnement tout en développant son leadership à travers le monde⁹. Cette stratégie vise l'extraction de ressources ainsi que le contrôle des étapes intermédiaires. En passant par la transformation chimique, le raffinage et l'assemblage de composants pour fabriquer des produits finis, la Chine demeure opérationnelle sur toute la chaîne de valeur. C'est bien là que se trouve l'avantage chinois. Selon plusieurs estimations, la Chine contrôle plus de la moitié de la production mondiale de minerais critiques, près de 90 % de leur traitement et raffinage et fabrique 93 % des aimants permanents à haute résistance, indispensables à de nombreuses technologies¹⁰. Sa domination reste toutefois à nuancer selon les différentes étapes de la chaîne de valeur. En matière de minerais critiques, la position chinoise varie selon quatre domaines identifiables : l'extraction, le raffinage, la transformation chimique et la fabrication industrielle finale. Pékin ne contrôle pas systématiquement l'extraction brute, qui reste souvent concentrée dans d'autres pays comme en Australie pour le lithium, en République démocratique du Congo (RDC) pour le cobalt ou encore en Indonésie pour le nickel. La Chine domine en revanche très largement les étapes intermédiaires comme le raffinage et la transformation. Selon l'International Energy Agency, elle assure près de 62 % du raffinage mondial du lithium, 87 % du graphite et 77 % du cobalt. À l'inverse, les terres rares constituent un cas plus intégré où la Chine domine sur les quatre segments. Pékin représente aujourd'hui jusqu'à 70 % de l'extraction mondiale de terres rares et 85 à 95 % du raffinage et de leur transformation, ce qui lui confère une position de quasi-monopole¹¹. Pour les pays importateurs, sortir d'une

⁸ Ministère de l'Économie, des Finances et de la Souveraineté industrielle et numérique, « Des voitures aux téléphones portables : pourquoi les métaux critiques sont un enjeu de souveraineté », *Economie.gouv.fr*, 2024.

⁹ Christophe Poinssot, « La géopolitique des métaux critiques : entre dépendances et stratégies de sécurisation », *Annales des Mines – Réalités industrielles*, n°4, 2025, p. 47-56.

¹⁰ Center for Strategic and International Studies, « China's New Rare Earth and Magnet Restrictions Threaten U.S. Defense Supply Chains », avril 2025.

¹¹ Centre national de la recherche scientifique, « Terres rares et souveraineté nationale : l'équation impossible », CNRS, novembre 2025, <https://www.cnrs.fr/>

dépendance au cobalt ou au lithium ne pose pas les mêmes défis industriels et logistiques que sortir d'une dépendance aux terres rares vis-à-vis de la Chine.

Le monopole de Pékin est également particulièrement visible dans la chaîne de la fabrication des aimants permanents¹². La Chine contrôle l'ensemble du cycle. Elle ne se contente plus de tirer profit de ses ressources minières, mais transforme cet avantage industriel en outil géopolitique. Les restrictions imposées en avril 2025 sur les exportations d'aimants permanents vers l'UE ont révélé la capacité de Pékin à perturber directement les chaînes de productions occidentales dans divers secteurs¹³. L'UE apparaît particulièrement vulnérable dans cette configuration car la Chine fournit aujourd'hui 97 % des besoins européens en magnésium¹⁴, tandis que plus de 90 % des terres rares utilisées mondialement pour les aimants permanents y sont raffinées¹⁵. L'UE maîtrise donc une partie de l'innovation technologique et de l'industrie de transformation finale mais reste fortement dépendante d'un acteur extérieur pour ses intrants. Cette asymétrie renforce la capacité de la Chine à exercer une pression directe sur les économies européennes de par ses restrictions et ses réglementations. Cette centralité industrielle s'articule cependant autour d'une vulnérabilité majeure. Une part importante des flux chinois de minerais transformés transite par des points de passage stratégiques comme le détroit de Malacca ou de Taïwan, pouvant être potentiellement saturés ou bloqués très rapidement.

Au-delà de l'Europe, cette domination se traduit par une présence chinoise accrue et renforcée sur le continent africain, devenu un espace central où se jouent des rivalités de pouvoir. L'Afrique concentre d'importantes réserves de cobalt, de manganèse, de lithium et de nickel¹⁶. Selon les estimations de 2023, la RDC fournit à elle seule 76 % du cobalt mondial, une ressource essentielle à la fabrication de batteries, tandis que le Sud de l'Afrique couvre 71 % des besoins européens en métaux¹⁷. Dans le cadre de la *Belt and Road Initiative* (BRI), Pékin détient des participations majeures dans les réseaux ferroviaires, portuaires et énergétiques qui permettent l'exportation de ces ressources vers les marchés extérieurs. Sur 166 projets miniers chinois recensés dans le monde, 66 se situent sur le continent africain¹⁸. Ce système d'influence a franchi une nouvelle étape récemment avec l'entrée en vigueur le 15 juin 2026, des règlements d'application de la nouvelle loi chinoise sur les ressources minérales¹⁹. Cette réforme renforce le contrôle de l'État chinois sur les minerais stratégiques y compris à l'étranger, ce qui en fait une loi interne mais aussi externe indirectement pour certains pays. La nouvelle réglementation impose davantage de supervision sur les licences minières, les transferts de droits miniers et les opérations considérées comme stratégiques. Dans le cas de RDC, premier producteur mondial

¹² International Energy Agency, *Rare Earth Elements: Executive Summary*, IEA, 2024, <https://www.iea.org/>

¹³ Ministère du Commerce de la République populaire de Chine, « Announcement on Export Control Measures for Rare Earth-related Materials », *Ministry of Commerce of the People's Republic of China (MOFCOM)*, 2025.

¹⁴ Commission européenne, *European Critical Raw Materials Act*, 2024.

¹⁵ International Energy Agency, *Global Critical Minerals Outlook 2025*, *op. cit.*

¹⁶ Africa Center for Strategic Studies, « Chine-Afrique : la bataille des minerais critiques », *Africa Center for Strategic Studies*, 2025.

¹⁷ Commission européenne, *Factsheet – European Critical Raw Materials Act*, 2023.

¹⁸ Africa Center for Strategic Studies, « Chine-Afrique : la bataille des minerais critiques », *op. cit.*

¹⁹ Government of the People's Republic of China, « China expands cooperation on critical mineral supply chains », *The State Council of the People's Republic of China*, mai 2026.

de cobalt, cela implique que les accords conclus avec des groupes chinois s'inscrivent dans un cadre plus contraignant, directement relié aux intérêts stratégiques de Pékin qui institutionnalise juridiquement sa présence. Si Pékin impose une priorité stratégique, cela influence directement l'exploitation en RDC. De la même manière, cette réglementation permet à Pékin de capter prioritairement les flux, au détriment d'autres pays demandeurs : du cobalt extrait en RDC par une firme chinoise peut être envoyé prioritairement en Chine au lieu d'être vendu à l'Europe.

Cette stratégie est d'autant plus efficace car elle repose sur une forte tolérance au risque de la part des entreprises chinoises²⁰. Dans les zones où les entreprises occidentales peinent ou hésitent à investir, les entreprises chinoises elles, bénéficient d'un soutien financier considérable de l'État et s'implantent durablement, y compris dans des espaces à tendance conflictuelle. Cette manière d'opérer permet à la Chine de sécuriser l'accès aux minerais critiques, en utilisant l'Afrique non seulement comme un espace d'extraction mais aussi comme un territoire de projection stratégique et de concurrence.

Dans ce contexte, les membres du G7 demeurent des puissances industrielles majeures dans l'innovation technologique et dans les capacités de transformation mais dépendent fortement de la Chine pour leurs intrants, particulièrement en terres rares. Cette dépendance rend toute stratégie d'autosuffisance difficile à court terme et force ces États à s'adapter au contexte global évolutif.

La nécessité d'une réponse coordonnée par les membres du G7

Face à la centralité croissante de la Chine dans la chaîne de valeur des minerais critiques, les membres permanents du G7 ont progressivement fait évoluer leur approche et leur stratégie. Longtemps traitée comme une question uniquement commerciale et industrielle, la dépendance aux minerais critiques est désormais abordée comme un enjeu de sécurité économique et de souveraineté stratégique. Cette évolution s'est faite graduellement en prenant d'abord conscience de la montée en puissance et du quasi-monopole de la Chine sur ces ressources, puis d'une concertation pour mettre en place une coordination solide et enfin de la mise en pratique d'outils concrets pour sécuriser les flux. En ce sens, le G7 cherche moins à rompre immédiatement avec la Chine qu'à anticiper les crises avant qu'elles ne surviennent, afin de réduire son temps de réaction.

Cette dynamique particulière débute dès juin 2022 avec la création du *Minerals Security Partnership* (MSP), qui devient le premier cadre structuré de coopération entre plusieurs puissances industrielles, parmi lesquelles la France, l'Allemagne, le Japon, le Royaume-Uni,

²⁰ Africa Center for Strategic Studies, « Chine-Afrique : la bataille des minerais critiques », *op. cit.*

l'Australie, le Canada, la Corée du Sud, les États-Unis et l'Union européenne en général²¹. L'objectif n'est pas de créer un isolement ou une autonomie complète mais bien de poser les premières pierres d'une coopération externe aux grandes puissances détenant le monopole de la production de minerais critiques, visant à sécuriser l'approvisionnement des ressources.

À cette logique externe intervient une logique interne dans un second temps, à l'échelle européenne. L'entrée en vigueur du *Critical Raw Materials Act* le 23 mai 2024 constitue une étape importante dans cette évolution, fixant des objectifs pour 2030²². Pour la première fois, l'UE pose des bases chiffrées tout en proposant des méthodes de diversification des imports de matière, de raffinage en partenariat avec des pays différents et de recyclage sur son propre territoire, tout en limitant sa dépendance à un fournisseur unique. L'UE traite désormais les minerais comme un pilier de sa résilience industrielle. Cette possible réponse reste toutefois européenne et non globale.

Ce n'est qu'en avril 2025, lorsque la Chine impose ses restrictions sur les exportations d'aimants permanents à base de terres rares que le véritable choc se produit. Cette décision prend de court plusieurs filières occidentales, notamment dans les secteurs de l'énergie, de la défense et des technologies avancées. Elle révèle la dépendance des puissances occidentales à des produits intermédiaires fabriqués en Chine. Dans le même temps, l'UE enregistre un déficit commercial record avec la Chine de plus de 360 milliards d'euros, renforçant l'idée que cette dépendance dépasse largement le secteur minier²³.

D'une prise de conscience dispersée et non-coordonnée, le G7 évolue vers une stratégie plus structurée et collective. Avant même le sommet du G7 en juin 2026, plusieurs pistes de réponses avaient été identifiées, portant sur la relocalisation de certaines activités industrielles, de l'exploitation de gisements nationaux ou encore de la multiplication de partenariats stratégiques avec des pays producteurs²⁴. À ces préoccupations s'ajoute une réflexion sur la mise en place de normes communes de traçabilité et de critères environnementaux pour les projets extractifs miniers. À partir de ce sommet de 2026, les États membres affichent une volonté collective de réduire leur dépendance à la Chine à moins de 60 % d'ici 2030, puis à 50 % à terme²⁵. Le G7 prévoit également la création d'une plateforme commune de coordination politique, de partage de données et de réponse de crise, en lien avec l'*International Energy Agency* (IEA)²⁶. L'objectif étant d'améliorer la capacité d'anticipation des menaces, de détecter plus rapidement les tensions sur la chaîne d'approvisionnement et d'organiser une réponse collective efficace avant qu'une rupture brutale ne se produise.

²¹ Commission européenne, *Minerals Security Partnership Forum*, 2024.

²² Commission européenne, *Critical Raw Materials Act*, 2024.

²³ Vincent Truffly, « G7 : derrière les minerais critiques, une guerre industrielle à 360 milliards d'euros », *La Tribune*, juin 2025.

²⁴ Commission européenne, *Critical Raw Materials Act*, *op. cit.*

²⁵ Ministère de l'Europe et des Affaires étrangères, « Déclaration des chefs d'État et de gouvernement du G7 sur la sécurisation des chaînes d'approvisionnement », *op. cit.*

²⁶ *Ibid.*

Cette stratégie repose également sur un partenariat renforcé avec le secteur privé. Le G7 reconnaît que la sécurisation des chaînes critiques ne peut être assurée uniquement par l'appareil étatique. Les entreprises minières, les groupes industriels et les institutions financières deviennent des acteurs centraux de cette reconfiguration²⁷. La sécurité économique repose alors sur la coopération entre le public et le privé. En parallèle, le G7 cherche à harmoniser ses mécanismes de gestion de minerais critiques. L'objectif est de mettre en place des outils, d'abord sur le nickel et le lithium, puis progressivement sur d'autres minerais afin de réduire la pression d'extraction mais aussi des flux²⁸.

Cette stratégie traduit une véritable reterritorialisation des chaînes de minerais critiques. Le G7 tente de reprendre la main sur la dimension spatiale et temporelle de l'approvisionnement. Toutefois, cette stratégie reste essentiellement défensive bien qu'elle tente d'être performative. Elle vise à réduire progressivement la capacité de la Chine à transformer sa domination industrielle en arme géopolitique.

Le cas de la France dans la compétition stratégique pour les minerais critiques

Au sein du G7, la France occupe une position particulière. Elle ne possède pas une base extractive suffisante pour peser sur le marché mondial des minerais critiques. Son enjeu principal est donc de sécuriser ses approvisionnements afin de préserver ses secteurs industriels stratégiques. Cette dépendance est particulièrement visible dans le domaine du nucléaire. La France, dont une importante partie de la production électrique repose sur l'atome, dépend non seulement de l'uranium, mais aussi de métaux comme le zirconium par exemple.

Face à ces vulnérabilités, Paris a progressivement mis en place une architecture institutionnelle dédiée avec la création de la Délégation interministérielle aux approvisionnements en minerais et métaux stratégiques (DIAMMS), qui coordonne l'action publique sur ces enjeux, tandis que le Bureau de recherche géologiques et minières mène un travail d'analyse du sous-sol français afin d'évaluer le potentiel national en minerais²⁹. Cette stratégie s'est accélérée avec la présentation le 5 mai 2026, du plan national pour les métaux critiques par Roland Lescure, visant à renforcer l'exploration, le raffinage et le recyclage des minerais critiques en France³⁰.

²⁷ Council of the European Union, *G7 Finance Ministers and Central Bank Governors' Communiqué*, 19 mai 2026.

²⁸ Julia Payne, John Irish, Michel Rose, « Les dirigeants du G7 s'attaquent à la dépendance envers la Chine pour les minerais critiques », *Investir – Les Échos*, juin 2026.

²⁹ Ministère de l'Économie, des Finances et de la Souveraineté industrielle et numérique, « Des voitures aux téléphones portables : pourquoi les métaux critiques sont un enjeu de souveraineté », *Economie.gouv.fr*, juin 2026.

³⁰ *Ibid.*

La France ne peut pas se passer de l'importation de terres rares dans l'immédiat car elle ne dispose d'aucun gisement exploitable à court terme sur son territoire³¹. Le levier français repose donc surtout sur une diplomatie minière externe. Paris cherche à sécuriser des partenariats dans des espaces stratégiques comme le Kazakhstan pour l'uranium et les terres rares³² ou encore la Mongolie pour les métaux rares³³. Cette diplomatie repose sur une volonté de réduire l'exposition française aux chaînes dominées par Pékin.

Le recyclage constitue un second levier important. Contrairement à l'extraction, il permet de réduire la dépendance sans ouvrir de contestation environnementale. La France tente ainsi de structurer une filière de récupération des métaux stratégiques, notamment à travers des groupes comme Eramet ou Veolia, qui investissent dans le recyclage des batteries et la valorisation des déchets industriels³⁴. Le recyclage devient un outil de souveraineté industrielle autant qu'un outil écologique.

Enfin, la réponse française ne se limite pas au territoire national. Elle s'inscrit aussi dans une logique de diplomatie minière européenne, à travers l'organisation du *Critical Mineral Investment Forum*, réunissant des entreprises étrangères minières, institutions financières et industrielles, la France cherche à se positionner comme un acteur central de la réorganisation occidentale des chaînes critiques tout en coordonnant les actions de sécurisation du G7³⁵.

³¹ Centre national de la recherche scientifique, « Terres rares et souveraineté nationale : l'équation impossible », novembre 2025.

³² European Commission, « Strategic Partnership with Kazakhstan on Raw Materials, Batteries and Renewable Hydrogen », *International Partnerships – Global Gateway*, novembre 2022.

³³ Bureau de Recherches Géologiques et Minières, « Critical Metals: BRGM signs partnership agreement with Mongolia », *BRGM News*, avril 2025.

³⁴ Eramet, « Eramet établit un partenariat sur les minéraux critiques avec l'Agence géologique en Indonésie », 2025.

³⁵ Ministère de l'Économie, des Finances et de la Souveraineté industrielle et numérique, « Minerais critiques : la France réunit plus d'une centaine de dirigeants d'entreprises du G7 et de ses partenaires afin d'accélérer les investissements du secteur privé et de sécuriser les approvisionnements », *Communiqué de presse*, mai 2026.

Scénarios envisageables pour les dix prochaines années

Premier scénario : La stabilisation progressive et l'équilibre du balancier commercial

Probabilité : Très forte

Le premier scénario explore la possibilité d'une réduction partielle de la dépendance face à la Chine par le G7, produisant des effets positifs progressifs. Les États occidentaux parviennent à diversifier une partie de leurs approvisionnements, à développer le recyclage, à soutenir de nouveaux projets extractifs et à relocaliser certains segments. C'est donc le scénario privilégié pour le G7 qui entend ne pas rompre brutalement avec la Chine mais réduire progressivement la capacité de Pékin à utiliser les minerais critiques comme leviers de pression. Cette trajectoire s'appuie sur les recommandations de l'International Energy Agency (IEA) qui insiste sur la nécessité de diversifier les chaînes et de développer des stocks stratégiques³⁶. Or, hormis quelques gisements en Suède et au Groenland, l'Union européenne possède peu de minerais ou de terres rares à sa portée³⁷. C'est pourquoi l'IEA pousse les États à adopter la méthode du recyclage ainsi que la création de partenariats entre puissances.

Toutefois, ce scénario reste limité dans un temps court. L'ouverture d'une nouvelle mine, la construction d'une raffinerie ou la mise en place d'une chaîne de recyclage demandent plusieurs années, parfois plus d'une décennie³⁸. L'OCDE souligne d'ailleurs que l'un des principaux freins à la diversification reste le financement des projets, notamment dans les pays producteurs, où les risques politiques, réglementaires et environnementaux peuvent ralentir les investissements³⁹.

Dans cette hypothèse, le G7 ne devient pas auto-suffisant mais parvient à réduire les dépendances les plus critiques sur le long terme, en multipliant les partenariats avec des pays producteurs comme le Canada, l'Australie ou le Brésil. L'Union européenne cherche déjà à établir de nouveaux partenariats, par exemple avec le Brésil pour les terres rares⁴⁰.

³⁶ International Energy Agency, « Policy Mechanisms for Diversified Mineral Supplies », dans *Global Critical Minerals Outlook 2025*, mai 2025.

³⁷ Centre national de la recherche scientifique, « Terres rares et souveraineté nationale : l'équation impossible », *op. cit.*

³⁸ International Energy Agency, *Global Critical Minerals Outlook 2025*, *op.cit.*

³⁹ Organisation for Economic Co-operation and Development, *The Potential of Development Finance to Unlock Investments in the Critical Minerals Value Chain*, avril 2026

⁴⁰ James Xu, « L'UE se tourne vers le Brésil pour briser l'emprise de la Chine sur les minéraux critiques », *Epoch Times*, juin 2026

Deuxième scénario : Les minerais critiques comme outil de pression par la Chine face à l'impossibilité d'alternatives pour le G7

Probabilité : Moyenne

Dans un second scénario, la Chine renforce l'usage stratégique de sa position dominante. Pékin ne bloque pas nécessairement l'ensemble des exportations, mais utilise des restrictions ciblées, des licences, des délais administratifs ou des contrôles plus stricts pour peser sur les chaînes occidentales.

Ce scénario de plus en plus crédible s'inscrit dans une tendance déjà observée par l'IEA qui rappelle que les restrictions commerciales et les contrôles à l'exportation se multiplient dans les chaînes de minerais critiques, alors même que le raffinage reste très concentré en Chine. Les restrictions chinoises d'avril 2025 sur certaines terres rares et aimants permanents ont déjà montré que Pékin pouvait ralentir des secteurs entiers sans imposer un embargo total. Ces restrictions ont contribué à accroître les tensions commerciales avec l'Union européenne, déjà fragilisée par un déficit commercial de 360 milliards d'euros avec la Chine en 2025.

Dans ce scénario, les limites de la stratégie du G7 deviennent plus visibles. La diversification des mines ne suffit pas si le raffinage reste concentré en Chine. La résilience n'est pas possible. De même, les partenaires occidentaux peuvent se retrouver en concurrence pour accéder aux mêmes ressources, aux mêmes projets ou aux mêmes capacités de transformation et de raffinage. L'IEA estime que la concentration du raffinage restera élevée à moyen terme, contrôlée par un petit nombre d'acteurs⁴¹.

⁴¹ International Energy Agency, *Global Critical Minerals Outlook 2025*, op. cit.

Troisième scénario : La crise systémique provoquée par la rupture et la paralysie d'un chokepoint stratégique pour les minerais critiques

Probabilité : Faible

Le troisième scénario est celui d'une crise dans un détroit stratégique, d'un conflit en mer de Chine méridionale ou d'une tension majeure autour de Taïwan ou Malacca. Dans ce cas, la vulnérabilité ne vient plus seulement de la Chine comme acteur industriel, mais de la géographie même des flux maritimes mondiaux. Les minerais critiques circulent par des chaînes longues, fragmentées, dépendantes des ports, des détroits, et des routes maritimes majeures.

Ce scénario rejoint les constats de plusieurs rapports, qui montrent que les chaînes de minerais critiques sont à la fois très concentrées et de plus en plus centrales dans le commerce mondial. Selon cette hypothèse, les stratégies du G7 se heurtent à leur temps de riposte fragile. Même avec des stocks stratégiques, il est difficile de remplacer rapidement un flux interrompu. Une mine ne s'ouvre pas en quelques mois, une raffinerie ne se construit pas dans l'urgence, et les normes environnementales ou sociales ne peuvent pas être simplement suspendues. La Banque mondiale rappelle que la transition énergétique implique une hausse massive de la demande en minerais et métaux, avec plus de trois milliards de tonnes nécessaires d'ici 2050 pour les technologies bas carbone. Cette pression de demande rend les chaînes encore plus sensibles aux chocs.

Dans cette hypothèse, la dépendance devient systémique. Une crise logistique peut se transmettre rapidement aux secteurs de l'énergie, de l'automobile, de la défense, de l'électronique et des batteries. Les prix augmentent et les délais s'allongent, les États entrent en compétition pour sécuriser les stocks disponibles, et les chaînes industrielles les moins protégées peuvent être temporairement paralysées.

Bibliographie

Rapports

Council of the European Union, *G7 Finance Ministers and Central Bank Governors' Communiqué*, 19 mai 2026.

European Commission, *European Critical Raw Materials Act*, 2024. Le règlement est entré en vigueur le 23 mai 2024.

European Commission, *Factsheet – European Critical Raw Materials Act*, 2023.

European Commission, *Minerals Security Partnership Forum*, 2024.

International Energy Agency, *Global Critical Minerals Outlook 2025*, 2025.

International Energy Agency, *Rare Earth Elements: Executive Summary*, 2024.

World Bank, *Climate-Smart Mining: Minerals for Climate Action*, 2019.

Articles scientifiques

POINSSOT Christophe, « La géopolitique des métaux critiques : entre dépendances et stratégies de sécurisation », *Annales des Mines – Réalités industrielles*, n°4, 2025, p. 47-56. Disponible sur : https://annales-des-mines.org/wp-content/uploads/2025/10/2025_11_RI-complet-web.pdf

Articles de presse

PAYNE Julia, IRISH John, ROSE Michel, « Les dirigeants du G7 s'attaquent à la dépendance envers la Chine pour les minerais critiques », *Investir – Les Échos*, juin 2026. Disponible sur : <https://investir.lesechos.fr/marches-indices/economie-politique/les-dirigeants-du-g7-sattaquent-a-la-dependance-envers-la-chine-pour-les-minerais-critiques-2237706>

TRUFFY Vincent, « G7 : derrière les minerais critiques, une guerre industrielle à 360 milliards d'euros », *La Tribune*, juin 2025. Disponible sur : <https://www.latribune.fr/article/entreprises-finance/industrie/76186301723586/g7-derriere-les-minerais-critiques-une-guerre-industrielle-a-360-milliards-d-euros>

XU James, « L'UE se tourne vers le Brésil pour briser l'emprise de la Chine sur les minéraux critiques », *Epoch Times*, juin 2026.

Communiqués de presse

Africa Center for Strategic Studies, « Chine-Afrique : la bataille des minerais critiques », 2025.

Africa Center for Strategic Studies, « China's Critical Minerals Strategy in Africa », décembre 2025.

Bureau de Recherches Géologiques et Minières, « Critical Metals: BRGM signs partnership agreement with Mongolia », avril 2025.

Bureau de Recherches Géologiques et Minières, « Cartes de géopolitique des ressources minières : production et réserves mondiales », *MineralInfo*, mars 2025.

Center for Strategic and International Studies, « China's New Rare Earth and Magnet Restrictions Threaten U.S. Defense Supply Chains », avril 2025.

Centre national de la recherche scientifique, « Terres rares et souveraineté nationale : l'équation impossible », novembre 2025.

Eramet, « Eramet établit un partenariat sur les minéraux critiques avec l'Agence géologique en Indonésie », 2025.

European Commission, « Strategic Partnership with Kazakhstan on Raw Materials, Batteries and Renewable Hydrogen », *International Partnerships – Global Gateway*, novembre 2022.

Government of the People's Republic of China, « China expands cooperation on critical mineral supply chains », *The State Council of the People's Republic of China*, mai 2026.

Ministère de l'Europe et des Affaires étrangères, « Déclaration des chefs d'État et de gouvernement du G7 sur la sécurisation des chaînes d'approvisionnement », *France Diplomatie*, juin 2025.

Ministère de l'Europe et des Affaires étrangères, « G7 : quelles priorités pour le Sommet d'Évian ? », *France Diplomatie*, juin 2026.

Ministry of Commerce of the People's Republic of China, « Announcement on Export Control Measures for Rare Earth-related Materials », 2025.

Ministère de l'Économie, des Finances et de la Souveraineté industrielle et numérique, « Des voitures aux téléphones portables : pourquoi les métaux critiques sont un enjeu de souveraineté », *Economie.gouv.fr*, juin 2026.

Organisation for Economic Co-operation and Development, *The Potential of Development Finance to Unlock Investments in the Critical Minerals Value Chain*, avril 2026

World Bank, « Mineral production to soar as demand for clean energy increases », mai 2020.



Institut
EGA

ISSN : 2739-3283

© Tous droits réservés, Paris, Institut d'études de géopolitique appliquée, 2026.

Institut d'études de géopolitique appliquée
66 avenue des Champs-Élysées, 75008 Paris

Courriel : secretariat@institut-ega.org

Site internet : www.institut-ega.org